

NEWS

Solidarność

Date: 31 Mai, 1984

No: 24



B.D.I.C

LA COMMISSION PROVISOIRE DE COORDINATION (TKK), la direction clandestine de notre syndicat en Pologne, a émis les trois déclarations suivantes le 15 mai 1984. Elles sont signées par Zbigniew Bujak, région Mazowsze; Bogdan Lis, région Głansk; Tadeusz Jedynak, région Slask-Dabrowski; Marek Muszynski, région Basse-Silésie; Eugeniusz Szumajko; membre du Présidium de la Commission Nationale.

COMMUNIQUE

La Commission Provisoire de Coordination (TKK) de NSZZ "Solidarnosc" s'est réunie le 15 mai dernier.

1. D'après la TKK, les manifestations du 1er et du 3 mai furent un grand succès. Leurs effets sont un encouragement à intensifier les actions de soutien en provenance de l'étranger en faveur du syndicat. Ces manifestations témoignent de l'accroissement des tensions sociales dues aux procédés anti-sociaux des autorités.

2. La TKK a analysé les opérations actuelles de soutien aux prisonniers politiques. Elle a reconfirmé sa position de base sur la libération de toutes les personnes emprisonnées pour des raisons politiques. Elle a de plus condamné les situations où les prisonniers sont forcés à prendre des décisions qui les compromettent moralement.

3. La TKK a lancé un appel au peuple polonais au sujet du boycott des élections. Les résultats de la campagne nationale de supervision du boycott seront annoncés le 26 juin 1984.

4. On aborda les problèmes d'organisation du syndicat. Le président de la Commission Exécutive de "Solidarnosc" (RKM) dans la région de Slask-Dabrowski fit rapport des activités de la Commission de Coordination Nationale des Mineurs de NSZZ "Solidarnosc" (KKKG). Au 13 décembre 1981, cette dernière absorba les activités de la section Nationale des Mineurs de NSZZ "Solidarnosc".

5. Le président du Comité de Grève de la région Basse-Silésie - connu jusqu'à ce jour sous le pseudonyme de "Wiktor" - agira dorénavant sous son vrai nom.

6. Un représentant du Comité Régional de "Solidarnosc" dans la région de Malopolska (Krakow) a participé à cette réunion.

APPEL

COMPATRIOTES ! Chacun de nous va devoir faire ses preuves. Le 17 juin, nous aurons à faire un choix entre la vérité et le mensonge; entre la liberté et la soumission; entre la dignité et la dégradation.

Les "élections" sont organisées par les mêmes autorités qui ont mené la Pologne vers le défilé économique et sociale durant leur 40 ans de pouvoir; qui ont détruit la souveraineté de la nation; qui ont falsifié les résultats électoraux en 1947 et qui ont ensuite transformé en farce toutes les élections suivantes. Ces autorités sont responsables pour les crimes commis pendant l'ère stalinienne, en juin 1956, mars '68, décembre '70 et juin '76. Elles sont

responsables du coup d'état criminel du 13 décembre 1981 et de la terreur qui se termina par des dizaines de victimes mortelles, des milliers de prisonniers politiques et des centaines de milliers de cas de répressions individuelles. Elles ont gaspillé le travail de plusieurs générations de personnes vivant dans la Pologne de l'après-guerre. Elles ont été à l'origine de la destruction des ressources naturelles et des trésors culturels de la Pologne; Je la dévastation de l'environnement naturel et des fondements biologiques de la nation. Elles ont refusé à la société son droit de prendre des décisions concernant son propre pays et elles ont détruit le moindre espoir d'améliorer l'avenir de la nation.

Ce sont ces autorités qui ont organisé des "élections" où il n'y aura pas d'élus (au sens véritable de ce mot) et dont le seul but est de nous briser et de nous humilier.

Le boycott des ces "élections" est la seule riposte possible!

En refusant de voter, nous déclarons notre prise de position pour la vérité, la liberté et la démocratie; pour sauver l'économie polonaise; pour le bien de la société et contre la pauvreté; pour la souveraineté nationale. Chacun de nous porte la responsabilité de conserver une position de courage et de conscience politique. Personne pourra encore affirmer qu'il ignore les conséquences de sa décision.

Un an se sera écoulé le 17 juin depuis la visite de Jean-Paul II en Pologne. Des millions de personnes ont participé à cette visite, unies par le désir commun de vivre dans la liberté et dans la vérité. Il nous avait dit alors: "N'ayez pas peur". N'oublions pas ces paroles. Nous sommes chez nous dans notre pays. La Pologne nous appartient; nous déterminerons son avenir, notre avenir et l'avenir de nos enfants.

JOSEF PINIOR, 28 ans, ancien membre de la Commission Provisoire de Coordination (TKK) de "Solidarnosc" pour la Basse-Silésie, a été condamné à deux ans de prison le 24 mai. Il était accusé d'avoir continué des activités syndicales après la dissolution de "Solidarnosc" et d'avoir retiré, dix jours avant la proclamation de la loi martiale, une somme de 80 millions de zlotys du compte de "Solidarnosc". Sa peine initiale de 4 ans a été réduite de deux ans, les faits reprochés ayant été commis avant la loi d'amnistie. Pinior avait été arrêté le 24 juin '83 et détenu sans jugement jusqu'à présent.

L'ELECTION de 3 recteurs d'Université a été sanctionnée d'un veto en mai dernier par le Ministre de l'Enseignement Supérieur, qui invoqua des pouvoirs spéciaux pour cette annulation. Klemens Szaniawski, conseiller de "Solidarnosc", avait été élu recteur de l'Université de Varsovie le 9 mai, battant le candidat du gouvernement, le recteur en titre Kazimierz Dobrowolski. Andrzej Wiktor, un autre conseiller de "Solidarnosc", avait été élu recteur de l'Université Boleslaw Bierut à Wrocław. Selon le porte-parole du

509. 12007

gouvernement, Jerzy Urban, Szaniawski n'aurait pas accepté "la lettre et l'esprit de la loi sur l'enseignement supérieur, qui stipule le caractère socialiste de nos écoles". D'après lui, l'élection de Jerzy Fedorowicz au poste de recteur de l'Université de Poznan, a été refusé pour le même motif. On procédera à de nouvelles élections.

JOLANTA NOWAKOWSKA, avocate d'Adam Michnik, a subi une fouille personnelle - sans que l'on trouve quoi que ce soit - suite à son entretien avec Michnik à la prison de Rakowiecka à Varsovie. On a expliqué cette fouille par l'enquête sur le passage à l'extérieur des textes d'Adam Michnik.

L'USINE D'APPAREILS RADIO KASPRZAK rapporte que 25% de sa production alimente le marché de la consommation locale, le reste représente des équipements militaires dont la plupart est commandée par la Libye.

Avec le nouveau système de rémunération introduit au début de l'année, les augmentations ne pourront pas suivre le rythme de l'augmentation des prix. Sur les 6000 ouvriers des établissements Kasprzak, 800 sont membres du Parti communiste (POUP) et 570 ont rejoint le syndicat "officiel".

La Commission d'Entreprise (TKZ) de Kasprzak perçoit environ 10.000 zlotys par mois de cotisations syndicales pour "Solidarnosc". Une partie de ces fonds sert à aider les victimes de la répression. La TKZ a fait circuler deux pétitions: l'une concernant les fonds du syndicat, l'autre pour défendre le drapeau de "Solidarnosc". La première a été signée par plus de 25 % du personnel, mais finalement ces lettres ne furent pas transmises à la direction. La TKZ protesta contre les élections au conseil autogéré des travailleurs, arguant du fait que cela n'avait aucun sens, aussi longtemps que l'entreprise était sous le contrôle du Ministère de la Défense Nationale. Les élections n'eurent pas lieu. La TKZ a établi que sur base du bénéfice réalisé par l'entreprise en 1983, chaque travailleur aurait dû toucher un bonus de 50.000 -zl. au lieu de 15.000 -zl. comme ce fut le cas.

Le TKZ est en contact permanent avec d'autres commissions semblables à Wola, un quartier de Varsovie. Des publications clandestines parviennent jusqu'à l'entreprise, malgré qu'il n'y a pas beaucoup de lecteurs acharnés. Il y a toujours 2 ou 3 agents de la sécurité parmi le personnel de l'entreprise. Il y règne une atmosphère de méfiance et de passivité. Des récentes augmentations de prix n'ont provoqué que peu de protestation.

PLUSIEURS SECTIONS DES ACIÉRIES LÉNINE à Nowa Huta se mirent en grève les 12-13 mars pour protester contre les réductions des salaires résultant des nouveaux barèmes salariaux non approuvés par les travailleurs. Les ouvriers ralentirent la production, exigeant des explications au sujet des nouveaux barèmes, ainsi que des congés de maladie et une participation aux bénéfices de l'entreprise. Ils exigèrent également que les syndicats approuvés par le gouvernement ne s'arrogent pas le droit de parler officiellement au nom de l'ensemble de l'entreprise. La réponse de la direction fut d'annoncer l'entrée en vigueur au 1er avril d'un nouveau système de salaires, précédé par la visite d'une commission gouvernementale.

LES TRAVAILLEURS de deux chaînes d'assemblage des entreprises STOMIL à Lodz se mirent en grève le 22 mars après l'annonce qu'ils ne recevraient pas leurs primes du mois de mars. L'entreprise qui produit essentiellement des chaussures en caoutchouc, n'avait

pas réalisé son quota trimestriel soit-disant à cause du nombre trop élevé de congés de maladie. Le travail a repris après une rencontre infructueuse avec la direction.

PLUS DE 20 OUVRIÈRES DES ENTREPRISES PREMA (près de Varsovie) entamèrent le 7 avril une grève de 3 jours, exigeant une augmentation de 30 % proportionnelle à l'augmentation du coût de la vie. Le secrétaire du parti communiste du conseil municipal arriva le 10 avril et promit d'obtenir l'augmentation. Le travail reprit l'après-midi même. Une commission mixte de représentants des travailleurs et de la direction fut formée, pour discuter des 15 exigences des travailleurs, dont des questions relatives à la santé et à la sécurité au travail ainsi qu'à l'organisation de la production.

UNE SECTION de l'Entreprise de Réparation du Transport par Chemin-de-fer à Pila, près de Poznan, se mit en grève en mars, suite à l'instauration d'un système de salaire accordant aux contremaîtres des augmentations doubles ou triples à celles des ouvriers. Le travail reprit après un débat de 2 heures, suite auquel, la direction marqua son accord aux exigences des grévistes.

LA TKZ de "Solidarnosc" du Réseau Ferroviaire de Lublin a soutenu le boycott organisé contre les heures supplémentaires des "samedis libres". Selon la TKZ, il est essentiel d'introduire un changement radical dans la politique économique pour que les chemins-de-fer fonctionnent mieux, ceci en réaction à l'appel de la direction de l'administration des chemins-de-fer lors du XVème plenum du Comité Central en faveur de la prestation d'heures supplémentaires.

MOINS DE 10 % des travailleurs des dépôts ferroviaires de Lublin se présentèrent au travail le samedi 10 mars. La direction menaça de supprimer les congés pendant la semaine aux travailleurs qui ne se présenteraient pas au travail le samedi suivant. Malgré tout, il n'y eut que 25 % des effectifs le samedi 17 mars.

ON RECRUTE UNE NOUVELLE force de police: l'OPO (Division de Défense Politique). Celle-ci se composera d'agents non-armés, qui seront employés pendant les démonstrations de masse en tant que patrouilles de vue, pour protéger les bâtiments appartenant à l'Etat ou au Parti. Les agents de l'OPO seront "des employés indépendants de l'appareil administratif", et détiendront le droit d'infliger des amendes sur place ou de référer des cas au Tribunal de Première Instance.

LE BESOIN PRESSANT de logements en Pologne est estimé à 1.400.000 unités de logement, d'après de récentes statistiques élaborées par l'Institut de la Planification de l'Urbanisme. Cette année, un total de 3 millions de personnes se trouvent sur les listes d'attente pour des logements coopératifs. 3.200.000 unités de logement devraient être construites dans les dix prochaines années si l'on tient compte du taux annuel de mariages qui s'élève à plus de 300.000 par an, et du très considérable taux d'attrition des vieilles demeures (jusqu'à 50.000 unités de logement par an).

LE COMITE EXÉCUTIF de l'AFL-CIO a publié le 8 mai un communiqué sur la Pologne. "... Suite à la levée partielle des sanctions au début de l'année, le nombre de prisonniers politiques est en augmentation. Les autorités polonaises ont intensifié la répression... Des lettres passées clandestinement des pri-

sons polonaises, parlent de tortures et d'autres traitements inhumains appliqués prisonniers politiques.

Pourtant, c'est durant cette même période, où la situation se détériore, que 500 Banques occidentales ont accordé un délai supplémentaire pour le remboursement de 1,7 billions de dollars de dettes polonaises, dont certaines arrivent à échéance cette année encore. 70 banques américaines, la Chemical Bank en tête, sont concernées par ce rééchelonnement; elles totalisent 12 % de la dette polonaise.

...AFL-CIO réitère son exigence de déclarer la Pologne insolvable. Rééchelonner continuellement le remboursement de sa dette reviendrait à accepter implicitement la répression brutale du premier syndicat libre dans le monde communiste."

JOHN VANDERVEKEN, Secrétaire Général de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL), a reçu une lettre de Bogdan Lis écrite au nom de la Commission Provisoire de Coordination (TKK). Cette lettre du 16 mai, résume la réunion du 15 mai au cours de laquelle la TKK discuta de l'état des relations et des contacts entre "Solidarnosc" et les

autres syndicats parmi lesquels la CISL offre une aide particulièrement efficace. La TKK remercia la Confédération et exprima l'espoir qu'elle maintienne son soutien. Elle souligna aussi qu'il y a actuellement quelque 500 syndicalistes emprisonnés et que 10.000 travailleurs sont bannis du marché de l'emploi. Le syndicat peut offrir des allocations mensuelles de 10.000 zlotys (500 zl. = 1 \$US; le salaire mensuel moyen d'un ouvrier = 15.000 zl.) au deux-tiers des familles des syndiqués réprimés. Il faudrait encore 480 millions de zlotys pour aider les familles de tous les réprimés. La TKK affirma qu'une éventuelle conférence syndicale Est-Ouest ne pourrait avoir lieu que lorsque les organisations syndicales des pays communistes auront obtenu une liberté d'action au moins partielle. La TKK demande un soutien politique notamment de la part de l'Organisation International du Travail.

SOURCES: Biuletyn Informacyjny, no. 89; Herald Tribune, 23.05.84; Le Soir, 25.05.84; RFE Research, vol. 9/20; Tygodnik Mazowsze, nos. 85-86; Tygodnik Powszechny, 20.05.84; Uncensored Poland News, no. 9/84.



BIURO KOORDYNACYJNE NSZZ "SOLIDARNOŚĆ" ZA GRANICĄ
COORDINATING OFFICE ABROAD OF NSZZ "SOLIDARNOŚĆ"
BUREAU DE COORDINATION À L'ÉTRANGER DE NSZZ "SOLIDARNOŚĆ"

9, avenue Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles, Belgique

MEMORANDUM

on the independent Polish trade union NSZZ "Solidarność"

I. Two and a half years have passed since the state of war was introduced in Poland on 13 December 1981 and since the authorities delegalised NSZZ "Solidarność" and other trade unions. Yet the "Solidarność" trade union continues to exist despite unceasing repression under a government policy of mass intimidation. Union membership is presently estimated at over 1 million people; several million more are considered passive members. All together, union members make up about 10% of the Polish population of 37 million. There are about 100 thousand union activists, a small number of whom lives permanently in hiding. NSZZ "Solidarność" should be recognized as a relatively normal - considering the present circumstances - trade union organisation that has been forced to hide its organisational structures and facilities. It is by no means an underground dissident organisation. The union maintains its original territorial organisational structure with a national leadership represented by NSZZ "Solidarność" president Lech Wałęsa and the executive Temporary Coordinating Commission (TKK).

NSZZ "Solidarność" functions solely within Poland and does not have any branches in the West or in exile. No one person previously elected to any union position and presently living outside of Poland can retain his leadership authority. The only body authorised to represent NSZZ "Solidarność" outside of Poland is the Coordinating Office Abroad of NSZZ "Solidarność" which is accredited with the International Confederation of Free Trade Unions (ICFTU) and the World Confederation of Labour (WCL).

- 2 -

The Office works for the national leadership of NSZZ "Solidarność" in Poland and is subordinated directly to the TKK. It is financed by the above-mentioned Confederations as well as by several affiliated and non-affiliated unions. The Director of the Office is appointed by the TKK. He is authorised to act on behalf of the union's national leadership and to appoint Office co-workers.

II. NSZZ "Solidarność" emerged in 1980 as a 10 million strong trade union and grass roots movement in response to a great social need for such an organisation. This need is even greater now in the face of sharply deteriorating living conditions. It is therefore most probable that the union will continue to exist and benefit from strong support from the Polish society. The union is the only genuine organisation in Poland that is struggling for the improvement of the workers' living standard and that embodies the society's aspirations for the respect of basic human rights, for justice, democracy, economic prosperity and national independence. "Solidarność" intends to achieve these goals through a peaceful, incremental process of negotiated compromise with the authorities of Poland. "Solidarność" proceeds on the assumption that it is possible now to obtain acceptance for free trade unionism, just as it was possible in 1956 to win freedom for the Catholic Church and to stop the forced collectivisation of private farms.

The present regime is still strong enough to hold power through military force, but is incapable of launching any progressive national program. The political and economic situation in Poland is therefore extremely unstable and major changes are unavoidable in the near future. The union tries to control these changes and wants to avoid any sort of violent social outbursts.

III. The totalitarian authorities of Poland continue to reject a policy of negotiated agreement with any independent organisation representing the society. Instead, they follow a policy of 'normalisation' in an attempt to extinguish through police terror all vestiges of independent thought or peaceful protest. The number of people imprisoned for independent trade union and/or political activity has stabilised at an average of 500. The

BDIC

Nº 211

authorities are employing a strategy of mass intimidation through numerous, random and short-term arrests; each prisoner released is quickly replaced by another. This strategy, including expulsions from work without due explanation, is intended to create the myth of an omnipotent police apparatus that has control over every single citizen. Improvement in the human rights situation in Poland cannot therefore be attained by compelling the authorities to pass only a general amnesty for political prisoners (expected to be announced on 22 July 1984). The policy of mass intimidation must also be stopped in order to forestall further arrests after the release of people already imprisoned.

IV. Extremely strained social tension has been accumulating in Poland over the past two years. It is the result of a massive violations against human dignity and of a drastic drop in the living standard. This tension could cause disturbances which could spread outside the country as well, threatening European peace and stability. In order to avoid nuclear war, it is necessary first to dissipate social tensions by promoting justice, freedom and democracy in totalitarian states. Mutual disarmament, prosperity and lasting peace are possible only after all nations gain control over and responsibility for the actions of their governments.

Independent public discussions on peace and disarmament in Eastern Europe are forbidden and are subject to severe punishment. Therefore, meaningful dialogue between Eastern and Western independent social/trade union organisations on these subjects is impossible at present. In Poland, the creation of any free trade union, or even peace or human rights group, is officially illegal. The Polish penal code defines the activities of such groups as:

- threatening to national security or defence (Art. 122; from 10 years imprisonment to the death sentence);
- undermining national military strength (Art. 123; from 5 years to the death sentence);
- obstructing the normal functioning of a system or institutions deemed vital for Poland or her allies (Art. 127; from 5 years to the death sentence); or preparation for such activities (Art. 128; from 1 to 10 years);
- criticising the unity of Poland's alliances (Art. 133; from 1 to 10).

Nearly all of the peace and disarmament initiatives undertaken by Western trade unions are punishable in Poland by long prison sentences and even the death sentence. In addition, Art. 132 (carrying a penalty of from 6 months to 5 years) prohibits Polish citizens from maintaining contact with representatives of foreign organisations with the intent of acting against the interests of the Polish People's Republic, i.e. the interests of the current authorities of Poland.

V. Immediately after banning NSZZ "Solidarnosc" and other free trade unions on 8 October 1982, the state authorities began to create a facade of new trade unions. The new leaders and organisers were appointed by communist party 'nomenklatura' methods. These organisations officially claim to have over 4 million members; independent estimates place the figure closer to 3 million, including some 1 million retired persons. These figures stand in glaring contrast to a count of 9.5 million "Solidarnosc" members in the fall of 1981, from among a total Polish workforce of about 14 million. The new unions are government-run structures, similar to the army, police, the state administration, economic management and the communist party itself. They are not democratic trade union organisations. It is possible that someday they will be genuine, independent worker organisations; in today's Poland they are not. NSZZ "Solidarnosc" remains, therefore, the only organisation in Poland that represents the workers. Other unions that had been banned at the same time are not currently active, though their leaders cooperate with NSZZ "Solidarnosc" on demands for union pluralism.

VI. After an initial period of wide-spread protests during 1982, the "Solidarnosc" leadership decided to stop, for the time being, organising coordinated strikes and frequent street demonstrations. Under the present circumstances, strikes and demonstrations can lead to mass repressions (including injury and loss of life), and result in enormous organisational and financial losses for the union cells directly involved. Moreover, the protests were welcomed, paradoxically, by the totalitarian authorities as an opportunity to demonstrate their power, intimidate the society and then to propagandise the efficacy of their pacification as the success of their 'normalisation' policy. NSZZ "Solidarnosc" decided to concentrate on

strengthening its informational, educational and organisational activities. This is work carried out not only by regional councils and the national leadership, but by union cells in work places as well. The union's national and regional bodies fulfill the role of an umbrella organisation for many independent groups, assisting them but not guiding them directly. The entire underground structure is a continuation of the pre-December trade union organisation and is the frame on which all independent activities rest.

Currently there are about 600 different "Solidarnosc" independent periodicals being printed in Poland. They range in size from one to several hundred pages, and from a few copies (in smaller work places) to several thousand copies (national papers, such as the weekly Tygodnik Mazowsze). In addition, there are several clandestine printing presses issuing thousands of uncensored books (eg., on history, belles lettres, poetry, etc.). Radio "Solidarnosc" broadcasts are one of the more spectacular underground projects, though they are also very difficult, dangerous and expensive. The broadcasts are transmitted irregularly on ultra shortwave stations by separate groups in cities throughout Poland. Educational lectures and courses for students and adults are especially popular and are usually held by small groups in private homes. Similar projects, under the auspices of the TKK, are being organised for independent culture, science, health and environmental protection, as well as for material assistance to families of union activists who are arrested or forced out of work.

The union's primary concern is still the struggle for improved working conditions and better wages. Circumstances dictated a temporary check on coordinated, national actions in favor of more numerous, decentralised industrial actions in individual work places. Managers and administrators are often willing to acknowledge so-called 'moderate worker demands' in order to avoid public attention. The actions are usually organised by worker self-management councils and are sometimes achieved through short local strikes. When successful, they are of great worth not only for the workers of a given enterprise, but also for other workers who learn of them through the union press.

Problems stemming from the country's economic and environmental crisis have always been at the center of the union's attention. NSZZ "Solidar-

nosc" never made uncompromising wage demands, but it did stress national economic reform above all (itself proposing constructive projects in this end). The first significant display of this attitude occurred in August 1980 when the striking Gdansk Shipyard workers agreed to an 800 instead of 2000 zloty monthly pay hike in exchange for the acceptance of their other demands, including the implementation of structural economic reforms in the country. This position did not change; the far-sighted sense of responsibility for the nation was never undermined by a sudden burst of particularism. The union became convinced that the regime was willing to retain its power at any price, including complete economic disaster. Therefore, NSZZ "Solidarnosc" must do everything in its power to prevent the regime from destroying the foundations of the Polish society's biological existence, even if by doing so it seems to be prolonging the totalitarian regime's lifespan. The union has never attempted and does not now attempt to take over political or economic authority in the country, but it does hold itself responsible for the nation's future.

VII. The struggle to preserve human dignity and to attain hope for a better tomorrow continues in Poland. NSZZ "Solidarnosc" must guide and organise this struggle despite the unfavorable implications of the external political situation and regardless of the scope and effectiveness of support from abroad. However, help from the international trade union movement and from democratic countries is essential for increasing our chances for victory, for shortening the length of the struggle and for lowering the human cost. The nature of the support needed is three-fold:
POLITICAL: NSZZ "Solidarnosc" tries to attain demands by placing pressure on the government of Poland from the bottom. The union's struggle would be more effective if foreign organisations and/or institutions would place pressure for the same demands on the Polish government and other state organisations from the top. It is also necessary to prevail on the Soviet authorities to allow the Polish authorities to accept these demands. Valuable political support can also be introduced on the floor of many different international organisations, including the ILO and UN agencies.

BDIC

No 24

Unwavering recognition by the international trade union movement of NSZZ "Solidarnosc" as a legally existing Polish trade union and as the only genuine representative of Polish workers creates a basis for all practical political, moral and material support.

MORAL: The level of repression against union activists in Poland could be significantly reduced through pressure from trade union and public opinion in democratic countries. The best protection for people who are arrested or repressed is wide-spread publicity of their cases. The partial amnesty for political prisoners passed last July by the authorities of Poland and the amnesty expected this coming July are undoubtedly the result of pressure from international public opinion. Moreover, every union activist in Poland lives with the constant threat of arrest or at least with the loss of his means of support. The certainty that someone is concerned about his future and will help his family if he is arrested will motivate him to continue his union activities. People living in a totalitarian dictatorship desperately need assurance that someone understands their situation and is willing to help them.

MATERIAL: An uninterrupted flow of financial support to NSZZ "Solidarnosc" for humanitarian, educational, informational and organisational aims is highly important. After 13 December 1981, the union's financial and material property was either confiscated or destroyed. At the same time, its organisational costs soared (after it went into hiding) and its expenditures on aid to repressed members and their families rose sharply. Particularly important is financial support for printing and radio equipment unavailable in Poland. Equally important is monetary assistance from abroad sent to the TKK through the Coordinating Office in Brussels. Material aid given to the union in Poland during 1982/83 totaled over 1 million U.S. dollars. Over 80% of this sum came from trade unions; the rest came as donations from various social organisations, including Polish ethnic groups and private individuals. Aside from its practical value, this aid is also an excellent reflection of the general understanding and support for the struggle NSZZ "Solidarnosc" is waging. We are deeply grateful for it. Yet this aid has covered only a portion of the most pressing needs, estimated at approximately 1 million U.S. dollars yearly. It is also very important that this level of aid is guaranteed for the next few years.

VIII. Polish workers are struggling for the very existence of the NSZZ "Solidarnosc" trade union. They are also fully aware that human rights and trade union freedoms are brutally violated in many countries by totalitarian communist as well as by rightist regimes and dictatorships. Justice and prosperity can only be won if all working people throughout the world are united without regard for existing political, economic or military systems. NSZZ "Solidarnosc" supports the struggle of workers and repressed union activists who are peacefully struggling for similar goals in other countries. Polish workers firmly believe that the fewer rightist dictatorships there are in the world, the sooner leftist totalitarian regimes will be overcome.

NSZZ "Solidarnosc" is politically neither anti-socialist nor anti-capitalist; it is simply democratic and pluralistic. It proposes a program of benefits for working people and for the entire society. It is a positive program of creation; not a negative program of destruction.

Coordinating Office Abroad of NSZZ "Solidarnosc"
Brussels, 22 May 1984